

## **Présentation du projet de l'Association des diplômés et étudiants maliens de France**

Créée en juillet 2003, l'ADEM est une association de loi 1901, qui souhaite favoriser l'intégration des maliens en France et au Mali. Les actions d'ADEM France ont pour but l'insertion des diplômés, étudiants et cadres maliens souhaitant réintégrer la vie économique et sociale au Mali par le dialogue et la concertation auprès des autorités compétentes maliennes et françaises. L'association travaille actuellement sur un projet d'insertion professionnelle qui pourrait intéresser vos services et nous permettre de développer un partenariat.

L'ADEM est partie du constat que la capacité des pays du Sud à produire des richesses s'est considérablement affaiblie au cours des dernières années. Non seulement la fixation des prix des matières premières leur échappe, mais ils doivent subir une concurrence accrue par le phénomène de la mondialisation. Dans ces conditions, leur jeunesse souffre de la pauvreté ou du chômage. L'employabilité des jeunes n'est plus assurée par la fonction publique, aujourd'hui saturée. Le secteur informel devient prédominant et le marasme économique, aggravé par la paupérisation, offre peu d'espoir à une jeunesse active mais sans soutien. Nombreux sont alors ceux qui choisissent l'immigration comme une solution aux difficultés qu'ils rencontrent. Ils trouvent, dans leur pays d'accueil, des moyens de se former, et s'y dotent d'outils nécessaires pour contribuer au développement endogène du Mali. Aujourd'hui, force est de constater que ces jeunes Maliens de l'extérieur constituent une richesse qui mérite d'être capitalisée en termes de ressources humaines. L'immigration est, depuis quelques années, non plus considérée comme une faiblesse pour les pays d'origine, mais bien au contraire, peut s'avérer un facteur de développement intéressant. Les Français d'origine malienne (nés en France de parents immigrés maliens) regorgent également de talents qui pourraient contribuer à l'émergence d'une culture de l'excellence. Sur le plan économique voire industriel, ces jeunes peuvent être une locomotive pour drainer des investisseurs français et étrangers vers le pays d'origine de leurs parents. Dans le souci de renforcer les capacités socio-économiques du Mali à travers la capitalisation des expériences et la valorisation des savoirs-faire, ADEM a inscrit dans son programme d'action 2008- 2009 un projet d'insertion socio-économique mettant en synergie la France et le Mali. La mise en œuvre de ce projet nécessite l'implication de tous les acteurs et partenaires institutionnels qui participent à l'amorce d'un véritable développement durable – raison pour laquelle nous souhaitons aujourd'hui solliciter vos services.

La sous-employabilité des jeunes cadres maliens formés en France se pose en effet comme un échec de l'immigration. Beaucoup de ces jeunes, après un 3ème cycle d'études en France, se retrouvent dans les contraintes sociales qui les poussent à travailler comme gardiens, coursiers ou comme agents de sécurité pour ensuite désapprendre. Ces jeunes diplômés de l'enseignement supérieur français optent ainsi pour une précarité sociale ou professionnelle faute de perspectives, alors qu'ils ont une formation et des compétences qui peuvent permettre aux pays du Sud à relever le défi de la globalisation et de la croissance économique pour un développement durable. Dans ce contexte, il semble dommage que nombre de diplômés ayant acquis des compétences de haut niveau ne puissent pas les faire valoir à leur juste mesure. Une des raisons qui permet de comprendre ce phénomène est l'inadaptation des formations aux besoins sociétaux des pays en développement. La France traverse, elle-même, à l'heure actuelle, une période de crise en ce qui concerne l'enseignement supérieur. Les réformes en cours visent à améliorer la professionnalisation des étudiants pour adapter, en partie au moins, les formations aux exigences du marché de l'emploi. Cela n'est bien sûr valable que pour son propre marché de l'emploi et il conviendrait pour les pays dont sont issus les étudiants issus de l'émigration, comme le Mali qui nous préoccupe ici, de mettre

en oeuvre un vaste programme d'information et d'orientation en faveur de ses ressortissants qui souhaitent suivre une formation en France.

Le projet s'articule ainsi autour de trois volets essentiels : dans un premier temps l'ADEM souhaite organiser un forum (courant mai) permettant la prise de contact entre les diplômés, étudiants en France et les employeurs potentiels au Mali : ONG, entreprises présentes au Mali. À cet égard des contacts très fructueux ont d'ores et déjà été pris avec l'APEJ (association pour l'emploi et la promotion des jeunes : <http://www.apej-mali.org/>) qui devrait être le partenaire principal de cette action. Dans un second temps, l'ADEM souhaite aussi agir en amont, en proposant aux futurs étudiants en France une série de journées d'information, à l'Université de Bamako, portant tant sur le marché de l'emploi au Mali que sur les types de formation proposées par l'enseignement supérieur français. A l'heure actuelle, l'agence edufrance au Mali, mais aussi à Paris, s'est montrée très vivement intéressée par le projet et souhaite collaborer avec l'association. Enfin, l'ADEM souhaite fournir, tout au long de l'année un service de suivi de projet professionnel à destination des jeunes maliens en France afin de les aider à s'insérer. Il ne s'agit pas, ici, de se substituer aux grandes agences de placement mais d'accompagner les diplômés vers ce type de structures. Beaucoup d'entre eux ignorent en effet comment faire valoir des compétences qui leur semblent peu valorisées sur le marché de l'emploi. Ils ignorent comment faire valoir, par exemple, leurs compétences linguistiques (souvent leur langue maternelle, et plusieurs langues étrangères).

Le projet a d'ores et déjà obtenu le soutien de l'Etat qui a accordé à l'ADEM la mise à disposition d'un volontaire associatif chargé de coordonner les différentes actions. Il importe maintenant d'obtenir des partenariats solides afin de faire connaître cette initiative, mais aussi de la mettre réellement sur pieds. L'ADEM ne bénéficie, à l'heure actuelle, d'aucun soutien financier. La mise en oeuvre du projet ne nécessite pas d'investissement très lourds, mais implique le soutien appuyé d'institutions comme la vôtre. Nous souhaiterions ainsi solliciter vos services afin d'envisager ensemble, si notre projet vous semble intéressant, les modalités d'une collaboration.

Justine MARTIN,

Vice présidente d'ADEM

Allocataire monitrice à l'Université Paris IV

Membre de l'Observatoire européen des politiques universitaires